

L'exemple de l'Allemagne doit nous alerter

Dans une tribune parue dans le journal Le Monde, l'ancien ministre de l'environnement Brice Lalonde encourage les écologistes à s'affranchir des "dogmes" du militantisme vert.



"Beaucoup sautent comme des cabris en réclamant des énergies renouvelables comme si elles étaient la panacée. En réalité, il faut **développer** celles qui produisent de la chaleur : solaire thermique, géothermie, pompes à chaleur, récupération de la « chaleur fatale » [*dissipée lors des processus de production*]. Celles-ci se substituent directement aux hydrocarbures. Le besoin est moins urgent aujourd'hui des renouvelables électriques, particulièrement des éoliennes terrestres qui contribuent à l'artificialisation des sols, puisque l'électricité est déjà décarbonée en France. Pourtant, ce sont presque toujours les électriques qui sont citées quand on parle des renouvelables.

L'exemple de l'Allemagne doit nous **alerter**. Elle a vaillamment développé les renouvelables électriques, mais quand il n'y a ni vent ni soleil, elle produit son électricité avec les pires polluants, charbon et lignite. Résultat : elle émet près de deux fois plus de CO₂ par habitant que la France. Dans l'état actuel de la transition, en l'absence de stockage d'électricité, il faut **conserver** les moyens de production classiques quand les renouvelables ne fournissent pas d'énergie. En France, ce sont les centrales nucléaires qui deviennent ainsi, avec l'énergie hydraulique, les supplétifs des renouvelables.

Ceux qui font **passer** le développement des renouvelables avant la préservation du climat s'imaginent-ils qu'ils vont **pouvoir** truffer la France d'éoliennes géantes et les **suppléer** par des turbines à gaz ? Mais le gaz, il faut l'importer, et sa combustion émet du CO₂. Si elle porte cette vision, l'apologie des renouvelables devient contre-productive."

Brice Lalonde : « Pas besoin d'être un ministre vert pour être un ministre écologiste »

Dans une tribune au « Monde », l'ancien ministre, conseiller spécial honoraire de l'ONU, encourage Nicolas Hulot à s'affranchir des « dogmes » du militantisme vert.

LE MONDE | 10.08.2018 à 06h30 • Mis à jour le 10.08.2018 à 20h06 |

Tribune. Pas un jour sans qu'on nous assomme avec le départ de Nicolas Hulot, son isolement, ses états d'âme, ses difficultés, ses prétendus reniements. Qui entretient ces fables ? Ses pseudo-amis de l'extrême gauche ou des Verts. N'aimant pas qu'un écologiste siège dans un gouvernement qu'ils combattent, ils voudraient représenter l'écologie à sa place. « *Ce gouvernement se moque de l'écologie, affirment-ils, et Hulot est un faire-valoir.* » Bref, le ministre de la transition écologique et solidaire ne serait pas assez vert. Mais ceux qui ont mené l'écologie politique au désastre sont-ils les meilleurs juges ?

Que lui reprochent-ils ? Rien de bien argumenté, simplement un chapelet de sujets montés en épingle pour la démonstration. Par exemple, il n'a pas fait disparaître le glyphosate. Tout de même, obtenir que l'Europe s'en débarrasse en cinq ans, c'est un bon résultat : il fallait convaincre vingt-huit ministres de l'agriculture ! Mais les autres herbicides sont peut-être pires. En fin de compte, le glyphosate ne doit pas nous faire oublier que quelque 150 000 produits chimiques sont vendus en Europe, dont certains bien plus préoccupants. Nombre de leurs résidus sont présents dans les sols, l'eau, les tissus des êtres vivants. Cette réalité pourrait même motiver, à mon sens, une initiative d'ampleur, une sorte de GIEC [*Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*] sur la pollution chimique de l'environnement.

Allons plus loin. Est-ce qu'une formation politique française, ou étrangère, a conçu un programme de transition écologique auquel se référer pour évaluer l'action de Hulot ? En vérité, personne ne sait comment faire, ni par où commencer ni même comment imaginer la société écologique au bout de la transition. Ce n'était pas dans le programme d'Emmanuel Macron, ce n'est pas dans le calendrier de travail du gouvernement. A-t-on débattu de la croissance pendant la présidentielle,...